

Le régionalisme s'est trouvé une seconde jeunesse au PS

PARTI La nouvelle génération des cadres socialistes a acté « le fait régional »

- L'enseignement et la culture sont ses nouveaux objectifs.
- Mais d'autres plaident pour améliorer l'usage des compétences actuelles.
- Dans les autres partis, ils trouvent des interlocuteurs.

Le printemps 2018 sera wallon. Si l'on en croit Willy Demeyer, interviewé voici une semaine dans *L'Echo*, les premiers bourgeons de l'année à venir verront fleurir un congrès régional wallon sur les terres du bourgmestre de Liège. C'est que, sans avoir l'air de trop y toucher, l'idée régionale regagne des voix chez les socialistes et reprend du poil de la bête.

Il semble révolu le temps où les Happort, Van Cau et consort incarnaient, le verbe fort, le projet d'une Wallonie disposant des leviers de son destin au risque de le ringardiser aux yeux d'une partie de l'opinion publique. Désormais, les fers de lance du régionalisme affichent des visages de gendre idéal. Ils se nomment Pierre-Yves Dermagne, Nicolas Martin, Eliane Tillieux ou encore Paul Magnette, sans oublier Christophe Collignon qui poursuit là le combat de son père, Robert.

Mais avec bien des nuances. « Je ne parlerais pas de courant régionaliste mais de sensibilités, analyse Pascal Delwit, politologue à l'ULB. En Wallonie, sur des bases différentes, la vision est régionaliste. » Un constat que confirme Nicolas Martin : « A part la Wallonie picarde, le Luxembourg et Verviers, toutes les fédérations socialistes disposent de relais régionalistes forts. »

L'après-gouvernement Di Rupo

Et qu'on ne s'y trompe pas : Bruxelles n'est pas en reste. « Il y a le sentiment d'être mal aimé par des Wallons qui ne comprennent pas la réalité bruxelloise, estime encore le politologue. Et le régionalisme y est aussi moins marqué car le territoire est plus petit. Il est dès lors difficile d'avoir la Région comme seul horizon. » « La dimension régionaliste est de nature différente à Bruxelles car il y a la présence de deux communautés, confirme Rudi Vervoort. Et il n'y a pas

de référents historiques auxquels nous pourrions nous raccrocher pour fonder une Histoire. »

Plusieurs raisons expliquent cette floraison wallinophile au sein du parti à la rose. « D'abord, il y a une dynamique institutionnelle avec un personnel politique d'abord tourné vers la Région wallonne, observe le politologue. Au sein du PS, il y a désormais plus de députés et de collaborateurs parlementaires travaillant au niveau régional qu'au fédéral. Puis, il y a le fait que les Régions ont acquis des compétences importantes et l'action est désormais focalisée sur le niveau régional. Ensuite, il y a une vie parallèle entre les Bruxellois et les Wallons, avec l'impression des uns et des autres de ne pas nourrir les mêmes préoccupations. »

Pascal Delwit ajoute encore un élément contextuel : après l'expérience du gouvernement Di Rupo « où le sentiment était que tout le monde devait être plus fédéraliste que le pape », la sensibilité régionaliste de la famille socialiste ressent le besoin de s'affirmer à nouveau.

« Le fait régionaliste est là, confirme Christophe Collignon. Et mieux vaut articuler la Belgique autour d'un fédéralisme de coopération entre trois ou quatre Régions qu'au départ d'une opposition entre deux communautés. » Selon Nicolas Martin, être régionaliste serait même, désormais, le signe d'une « foi en l'avenir de la Belgique ». « Il faut valoriser les Régions dans un Etat où il subsiste un attachement au fédéral », plaide pour sa part Paul Magnette qui se définit comme « un régionaliste de raison ».

L'école et la culture

Mais de quoi le combat régionaliste peut-il encore se nourrir. La 6^e réforme de l'Etat a transféré aux Régions un important paquet de compétences, suffisantes, à première vue, pour permettre à chaque entité fédérée de mener des politiques en adéquation avec ses réalités propres. « La dernière réforme de l'Etat responsabilise également les Régions, insiste Christophe Collignon. Il est donc important que la Wallonie se dote de tous les outils nécessaires pour son redéploiement économique. » Une vision utilitariste de l'école que ne renieraient pas les régionalistes du MR, l'école servant dès lors à préparer la future main-

d'œuvre aux besoins du marché du travail.

Au centre de la cible, l'enseignement et, dans une moindre mesure, la culture. Pour les régionalistes les plus radicaux, tous les étages doivent y passer, du fondamental à l'université. D'autres, comme Jean-Claude Marcourt, laisseraient l'enseignement supérieur à niveau communautaire, au même titre que l'audiovisuel ou la recherche fondamentale.

« Faire mieux avec ce que l'on a »

Enfin, il y a ceux qui ne font pas de la régionalisation une fin en soi. « On pourrait régionaliser l'enseignement et la culture, admet Paul Magnette. Mais on voit bien les réticences que cela provoque. Ce qu'on peut faire, dès lors, c'est définir des territoires inférieurs aux provinces, sur lesquels on organise l'enseignement et la culture. Chaque territoire définit son projet puis le contractualise avec la Communauté française. » Les bassins scolaires déjà en place seraient l'ébauche de ce futur niveau intermédiaire. Une ligne qui, résume un régionaliste pragmatique, « consiste à faire mieux avec ce que l'on a plutôt que de réclamer de nouvelles compétences ».

Dans ce contexte, le sort réservé à la Communauté française semble incertain. Pour les régionalistes les plus prudents, à commencer par Rudi Vervoort ou Paul Magnette, elle conserve un rôle en maintenant une solidarité dans l'espace intrafrancophone. « Ce qui amène à sa disparition, c'est son immobilisme, le fait qu'elle ne se réforme pas, déplore le Carolo. Si on repart des bassins, on met en place une logique ascendante, démocratique. »

Les plus pointus, eux, n'hésitent pas à la ramener à portion congrue. « Elle ne doit pas disparaître car il y a la nécessité d'avoir une institution qui ne soit pas territorialisée et marque un lien entre tous les francophones du pays, tranche Nicolas Martin. Mais la structure doit être beaucoup plus light. Ce ne doit pas être un niveau de pouvoir avec un gouvernement et un parlement, pas plus qu'avec une administration aussi importante. Il faut simplifier le paysage et faire monter en puissance les Régions. » ■

PASCAL LORENT

TRANSFERTS

Pas besoin d'une 7^e réforme de l'Etat

« Personne au PS n'est demandeur d'une 7^e réforme de l'Etat », insiste Paul Magnette. Car elle n'est pas nécessaire. Depuis 1993, l'article 138 de la Constitution permet aux parlements des entités fédérées francophones de se transférer des compétences par un décret voté à la majorité des 2/3. Sans que l'accord de la Flandre soit requis.

P.L.T

Crucke « Une trajectoire inéluctable »

ENTRETIEN

Les convictions régionalistes ne nourrissent pas uniquement le débat dans la grande famille des socialistes wallons. Au MR aussi, la tendance est lourde. Nous avons demandé de présider l'état de sa réflexion au ministre Jean-Luc Crucke.

Une Belgique francophone construite sur les Régions, c'est pour quand ?

Je l'ignore, mais je sais par contre une chose : la trajectoire qui nous y conduit est inéluctable. Parce qu'elle est synonyme de simplification de l'action publique et de clarification institutionnelle. J'ajouterais aussi un élément très cher aux libéraux : cette évolution permettrait une gestion plus intelligente des deniers publics. D'une manière générale, la Wallonie continue à dépendre d'autres niveaux de pouvoir. Cette dépendance la place forcément en état de faiblesse.

Là, vous parlez de l'enseignement qui reste de la compétence de la Fédération Wallonie-Bruxelles...

Je parle surtout du lien entre enseignement et formation. Rendez-vous compte : la Fédération gère l'enseignement et la Région s'occupe ensuite de la formation. Chacun voit qu'il y a un

problème. La première a en charge l'amont, la seconde l'aval. Marie-Kristine Vanboeckstal, l'administratrice générale du Forem, explique bien que chaque euro dépensé dans la formation d'un individu est la conséquence de deux euros mal dépensés dans son éducation. C'est donc bien que les deux soient intimement liés. Il s'agit même d'une question de responsabilité politique, dans le sens le plus noble. Avec deux niveaux de pouvoir différents, cette responsabilité est diluée et en définitive, personne ne la porte vraiment.

Donc votre credo reste la régionalisation de l'enseignement...

Je plaide pour une évolution, pas pour une révolution. Mais oui, cette direction est tracée, inéluctable. Même si elle mérite bien sûr un large consensus politique. On peut y aller progressivement. Commençons par réfléchir au statut des pouvoirs organisateurs, par exemple. La Fédération Wallonie-Bruxelles doit-elle en rester un ? Cela ne va pas de soi : elle édicte les normes et elle se les applique. Normal ?

La régionalisation de l'enseignement inquiète souvent parce qu'elle compliquerait la vie des enseignants, des enfants et des familles entre Bruxelles et Wallonie, un petit territoire. Comment être rassurant ?

Les gens cherchent des excuses qui n'en sont pas pour freiner l'évolution qui s'annonce. Moi, j'ai réalisé une partie de mes études en Flandre et cela n'a posé aucun souci. Pourquoi y en aurait-il entre la Wallonie et Bruxelles ? Et puis des propos comme ceux-là deviennent inaudibles alors que grâce à Erasmus, des étudiants évoluent sans problème au niveau international...

Jean-Luc Crucke (MR).
 © BRUNO

En avant toute, alors ?

Je suis heureux de voir que le PS wallon se réveille sur ce sujet. Tant mieux ! Cela prouve en tout cas que la question ne relève pas d'une querelle classique entre majorité et opposition. Mais je ne suis pas fou : il n'y aura pas de discussion possible sur ces questions avant les élections de 2019. Mais préparons-nous parce que la discussion viendra forcément. ■

Propos recueillis par
 E.D.